BQ, 2 décembre 2014

Nouvelle-Calédonie : continuer à avancer vers un destin commun

Réunie sous la présidence de M. Philippe BAS (UMP – Manche), la commission sénatoriale des Lois a adopté la semaine dernière un rapport d'information sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie établi à la suite du déplacement d'une délégation de ses membres sur place l'été dernier. Les rapporteurs, Mmes Sophie JOISSAINS (UDI-UC – Bouches-du-Rhône) et Catherine TASCA (SOC – Yvelines), et M. Jean-Pierre SUEUR (SOC – Loiret) y rappellent l'organisation institutionnelle inédite du territoire, fruit d'une histoire tissée de drames suivis d'accords historiques, de la grotte d'Ouvéa aux accords de Matignon. Ils présentent les transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie réalisés en application de l'accord de Nouméa signé en 1998, et exposent les termes du débat actuel sur de nouvelles compétences à transférer à la demande du Congrès. Ils ont relevé que la question de la "soutenabilité" financière et de l'exercice effectif de ces responsabilités se posait en particulier dans des domaines comme la sécurité civile.